

Vaccination: faut-il se révolter contre l'augmentation des prix par Pfizer et Moderna?

Le Soir – 3 août 2021

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

<https://plus.lesoir.be/387660/article/2021-08-03/vaccination-faut-il-se-revolter-contre-laugmentation-des-prix-par-pfizer-et>

Chaque fuite sur le prix des vaccins entraîne son lot de réactions indignées. Face à ceux qui dénoncent l'enrichissement de quelques-uns sur le dos de la pandémie, l'industrie plaide pour la nuance et réclame la confiance.

Un nouveau cap symbolique dans la campagne de vaccination a été franchi en ce début de mois d'août. Selon les calculs de l'AFP, la moitié des Européens sont désormais complètement vaccinés contre le coronavirus. La Belgique décroche même une jolie médaille d'argent avec 59 % de sa population majeure ayant reçu deux doses (ou une de Johnson & Johnson), il y a plus de deux semaines. C'est mieux que les États-Unis et la moyenne de l'UE mais pas assez pour voler le titre à Malte qui fait la course en tête depuis pratiquement le début.

Cette bonne nouvelle risque d'apaiser seulement pour quelque temps la colère de ceux qui ne digèrent pas l'attitude des entreprises qui fabriquent les précieuses doses permettant d'atteindre ces chiffres. La fuite, via le *Financial Times*, des nouveaux prix réclamés par Pfizer et Moderna – on passerait de 15,5 à 19,5 euros la dose pour le premier et de 19 euros à 21,5 euros pour le second – dans le cadre d'un nouvel accord avec l'Union européenne a provoqué de nouvelles réactions indignées.

On retiendra la sortie du microbiologiste et ancien porte-parole interfédéral Emmanuel André, qui s'est dit « révolté » sur Twitter : « Pour mettre fin à cette pandémie, on a besoin de plus de vaccins, rapidement. Mais ce à quoi on assiste, c'est une course à l'enrichissement de la part de Pfizer et une accumulation des doses dans les pays qui peuvent payer un prix artificiellement élevé. » Patrick Pelloux, le très médiatique président de l'Association des médecins urgentistes de

France, ne disait pas autre chose, regrettant par la même occasion que cela « fasse le jeu des anti-vaccins ».

Si le silence est de rigueur du côté des parties prenantes (Commission européenne, Pfizer et Moderna), qui seraient toujours en négociations, les voix qui représentent l'industrie tiennent à nuancer la situation en rappelant notamment que certains comme AstraZeneca vendent depuis le départ leur vaccin à prix coûtant.

Oxfam: «Ces prix fous profitent uniquement à un tout petit groupe de gens»

Mis en ligne le 3/08/2021 à 17:59

Par [Maxime Biermé](#)

La responsable justice fiscale et inégalités de l'ONG fait partie du camp des « révoltés » face aux prix demandés par Pfizer et Moderna. Elle juge qu'aucun des arguments avancés par ces firmes n'est recevable. Avec le risque de donner du grain à moudre aux anti-vaccins.

Aurore Guieu est responsable de l'équipe justice fiscale et inégalités à Oxfam Belgique.

Pfizer et Moderna augmentent les prix des vaccins, ça vous révolte aussi ?

Ce qui est vraiment fou, au-delà de l'augmentation, c'est à quel point le prix que l'on paie depuis le début est bien supérieur au coût de production effectif de ces vaccins. Pfizer et Moderna ne communiquent pas ces coûts de manière transparente. Oxfam a donc fait ses propres calculs en collaboration avec une université anglaise. On arrive à la conclusion que, vu la technologie utilisée, cela représente un euro par dose. Or, les doses ont été vendues quatre à cinq fois plus cher. Parfois plus, selon les pays.

Ces entreprises expliquent avoir investi « à risques »...

On peut se demander à quel point puisqu'on est tout de même dans le cadre d'une pandémie mondiale où le marché pour le vaccin est clairement acquis. Rappelons aussi qu'on estime qu'elles ont bénéficié d'investissements publics à un moment ou un autre de la chaîne à hauteur de 8 milliards d'euros. Cet argument est aussi difficile à entendre puisqu'on demande depuis plus d'un an que la recette du vaccin soit partagée pour que d'autres entreprises puissent le produire. Or, ce sont ceux qui détiennent la recette qui font du lobbying pour bloquer ce processus. Même si certains pays comme la France se sont prononcés en faveur de la levée des brevets, l'Union européenne reste un facteur bloquant au niveau de l'OMC. Résultat, on perd

du temps en expliquant que la levée des brevets n'est pas la solution. Certes, ce n'est pas la seule, mais c'est l'une des pierres les plus importantes de la solution.

L'autre argument avancé est leur capacité à résister aux variants.

Les études publiées ces derniers mois prouvent que les vaccins protègent contre les variants. Ils ont déjà démontré qu'ils fonctionnent. On aurait peut-être pu entendre cet argument si la marge bénéficiaire au départ avait été bien inférieure. Quand on dit que le vaccin a été vendu jusqu'à 24 fois plus cher que son coût de production, sa valeur est largement couverte. Je rappelle que le PDG de Moderna fait partie des gens qui sont devenus milliardaires grâce au vaccin contre le covid. On voit que cet argent n'est pas réinvesti dans la recherche et le développement d'autres médicaments mais qu'il enrichit une poignée de personnes. L'argument de l'efficacité ne tient pas la route.

Cette attitude risque-t-elle de renforcer le mouvement anti-vaccin ?

Cela ne contribue certainement pas à renforcer la confiance dans le secteur pharmaceutique. Oxfam a toujours milité pour un accès le plus rapide et large possible au vaccin car ils sont efficaces et apportent une partie importante de la réponse à la pandémie. Cela ne doit pas nous empêcher de critiquer la manière dont le secteur le produit. On voit clairement qu'on priorise certains profits par rapport à un bien public universel.

La Belgique peut-elle agir ?

Jusqu'ici, elle s'abrite derrière la Commission européenne. Nos représentants tiennent un discours vague. Ils perdent du temps alors que le Premier ministre pourrait prendre la parole pour réclamer la levée des brevets. La France et les Etats-Unis l'ont fait. Toutes les voix comptent car cela pourrait influencer l'attitude de l'UE à l'OMC. Quant au citoyen, il peut rejoindre l'initiative européenne « Pas de profit sur la pandémie ».

Pharma.be: «Ne pas mettre tout le monde dans le même panier»

Mis en ligne le 3/08/2021 à 18:08

Par [Jean-François Munster](#)

Le porte-parole de l'industrie pharmaceutique belge rappelle que Pfizer n'a pas bénéficié d'aides publiques.

David Gering est le porte-parole de la fédération de l'industrie pharmaceutique innovante belge, pharma.be.

L'augmentation des prix du vaccin par Pfizer et Moderna scandalise beaucoup de monde. Comprenez-vous cette réaction ?

Je pense surtout qu'il est important d'expliquer d'où viennent les différences de prix entre producteurs. Il y a plusieurs éléments à prendre en compte, dont les plus importants sont les coûts de développement et de production. Une société n'est pas une autre. Pfizer n'a reçu aucune aide publique pour financer la recherche ou la production. Tout a été payé sur fonds propres, à la différence de Johnson & Johnson et AstraZeneca, qui ont développé leur vaccin avec l'aide des pouvoirs publics et qui vendent celui-ci à prix coûtant. Pfizer doit pouvoir récupérer ces milliards qu'il a investis en prenant des risques (NDLR : à noter que le partenaire de Pfizer, l'allemand BioNTech, a reçu 375 millions d'euros de l'Allemagne pour développer des capacités de production locales).

Cette prise de risque justifie-t-elle de toujours chercher à maximiser le profit ?

Ce n'est pas à moi de juger, mais c'est un fait que certaines sociétés ont pris d'énormes risques sans savoir si leurs investissements allaient déboucher sur des résultats. Je rappelle qu'au début de la crise, il y avait 300 vaccins en phase de développement ; 60 seulement sont arrivés au stade des essais cliniques. Et sur ces 60, combien vont finir par obtenir une autorisation de mise sur le marché ? Dix ? Toutes ces sociétés qui ont arrêté en cours de route ont perdu leur mise.

LIRE AUSSI [Coronavirus: le vaccin CureVac efficace à seulement 48%](#)

Augmenter ses prix dans le contexte très particulier d'urgence sanitaire que l'on connaît, n'est-ce pas profiter de la situation ?

Dans chaque négociation commerciale, il faut voir ce que le producteur demande et ce que le client est prêt à payer. Les négociations sont, selon nos informations, toujours en cours. Ce n'est pas parce qu'un producteur demande tel ou tel prix que l'acheteur va accepter. Personne ne force la Commission européenne à aller dans un sens ou dans un autre. C'est à elle à juger si la hausse ou la baisse est justifiée. Celle-ci a démontré qu'elle avait bien négocié jusqu'ici le prix des vaccins. Elle connaît les différents produits, se base sur les chiffres les plus récents... On peut lui faire confiance.

Selon l'ONG Oxfam, le prix de fabrication d'une dose reviendrait à seulement 1,2 dollar (1,02 euro) pour les vaccins à ARN messager. Correct ?

Ces chiffres nous semblent étonnants. Je n'ai pas vu de sources convaincantes qui démontrent cela. Je demande à voir la base du calcul. De quoi parle-t-on ? Si on parle uniquement du coût des ingrédients et de la fabrication, ça ne suffit pas. Il faut

intégrer les coûts de recherche et développement, les coûts de contrôle qualité, qui sont très importants...

Ne craignez-vous pas que cette hausse de prix ne donne du grain à moudre aux antivax et ne détériore l'image du secteur pharmaceutique aux yeux de l'opinion publique ?

Ce serait dommage car, je le rappelle, il y a deux groupes pharmaceutiques qui vendent leur vaccin à prix coûtant. Tout le monde ne doit pas être mis dans le même panier.